

Power Corp. a toujours envie d'acheter Argus

par Jacques FORGET
 du bureau du Soleil

MONTREAL — Power Corporation a toujours l'intention d'acquiescer Argus Corporation. C'est ce qu'a déclaré hier devant la Commission d'enquête sur la concentration des entreprises M. Paul Desmarais, président du conseil de la holding montrealaise.

"Power Corporation s'est fait claquer la porte au nez par Ravelaton Corporation, le holding des administrateurs d'Argus Corp. (Bud McDougall et all) lors de son offre d'acquisition publique des actions votantes d'Argus en mars dernier. Mais nous sommes toujours intéressés et nous demeurons vigilants. Nous n'attendons que l'occasion propice.

"Nous continuons même à acheter en petites quantités des actions d'Argus Corp. en Bourse de Toronto", a admis M. Desmarais.

La Commission Bryce, du nom de son président, fut créée par le gouvernement Trudeau pour enquêter sur la concentration du pouvoir corporatif au Canada, peu après l'échec de l'offre de Power Corporation en vue de prendre le contrôle d'Argus Corp.

En mars dernier, le holding dirigé par M. Desmarais lançait une offre d'acquisition publique (OAP) dans le but d'acquiescer toutes les actions ordinaires votantes et toutes les actions de classe C d'Argus Corp. Power Corp. offrait \$17 l'unité pour les actions de classe C et \$22 pour chaque action ordinaire votante.

Si Power n'a pu recueillir que 4,4% des actions ordinaires d'Argus Corp. qui sont venues s'ajouter à la holding depuis 1969, le holding a toutefois acquis 59,9% des actions de classe C. Ce dernier avoir donne à Power Corp. 50,9% d'équité dans Argus Corporation.

"Les directeurs d'Argus sont devenus nos fiduciaires", a commenté à l'audience M. Desmarais, soumis tout au long de la journée au feu roulant des questions de Me Michael Freedman, un officier de la Commission.

Si elle avait réussi totalement, l'offre d'acquisition publique de Power Corp. sur les deux classes d'actions d'Argus aurait coûté \$148,5 millions. Actuellement, en continuant ses achats sur le marché, Power Corp. a porté à 15% son avoir des actions votantes. "Les titres sont difficiles à acheter", a admis M. Desmarais.

L'obtention du contrôle d'Argus par la mainmise sur le bloc majoritaire des actions ordinaires, aurait été suivie d'une dislocation d'Argus Corporation. Des filiales auraient été vendues, a admis au commissaire Bryce le p.d.g.

La fusion Power-Argus aurait fait passer Power Corp. du 33ème rang de la classification des corporations canadiennes du Financial Post au 31ème rang et du 225ème rang de la classification des 500 sociétés américaines de la revue Fortune, au 219ème rang.

Les nouvelles filiales qui

seraient venues s'ajouter à l'empire que possède déjà Power dans le monde de la finance, du transport, des entreprises de presse et de l'industrie manufacturière, sont Massey Ferguson (15,6%), Dominion Stores (24%), Standard Broadcasting (47%), Dometar (16,9%) et Hollinger Mines (21%) qui contrôle elle-même 10,7% des actions du Groupe Noranda.

Pourquoi Argus?
 Pourquoi vouloir à tout prix acquiescer Argus Corporation? Power Corporation répond à cette question dans le mémoire de quelque 60 pages remis à la Commission Bryce.

Power Corp. a fait cette offre, y dit-on, parce qu'elle savait que cette acquisition lui permettrait de diversifier ses opérations et ainsi d'élargir son actif et ses revenus et de débiter dans de nouveaux secteurs à un prix équitable pour ses actionnaires aussi bien que ceux d'Argus. Argus Corp. possède des placements importants dans plusieurs sociétés florissantes dont le champ d'activité couvre des secteurs économiques importants au Canada et dans le monde. La fusion de Power Corp. avec Argus Corp. aurait créé une société canadienne dont l'importance aurait assuré un meilleur rendement de ses activités à l'échelle mondiale.

Le mot est lâché: l'échelle mondiale. Parti de Sudbury en 1931, Paul Desmarais a conquis la rue St-Jacques. Sa déroute de mars dernier sur Bay Street lui barre la route à la prochaine frontière: la scène internationale.

Paul Desmarais a terminé sa déposition devant la Commission sur la concentration des entreprises en vantant les mérites des quelques multinationales canadiennes.

"Je reviens d'un voyage d'un mois au Moyen-Orient, a-t-il déclaré. Les projets de \$50, \$100, \$150 millions et plus ne manquent pas en Iran ou en Arabie saoudite. Mais lorsqu'on me demande la taille de Power Corporation (qui contrôle un actif consolidé estimé cette année à \$575 millions), on fait la moue. Ce que les sheiks et les shahs désirent, c'est de transiger avec des multinationales.

Or, il existe très peu de multinationales canadiennes pouvant entrer en compétition avec les conglomérats américains, européens et japonais. Alcan, le consortium

Canadian Pacific, Massey Ferguson, et quelques autres...

"Power Corporation doit atteindre cette taille! Voilà pourquoi nous sommes toujours intéressés à acquiescer Argus Corporation."

A huis clos

Après avoir affirmé que Power Corp. liquiderait certaines filiales d'Argus, le contrôle une fois obtenu, M. Desmarais a toutefois refusé d'identifier publiquement quelles filiales seraient vendues. Toutefois, le p.d.g. de Power a consenti à rencontrer les Commissaires à huis

clos, plus tard, pour mettre cartes sur table et ainsi dissiper toutes inquiétudes qui pourraient naître d'une éventuelle fusion Argus-Power.

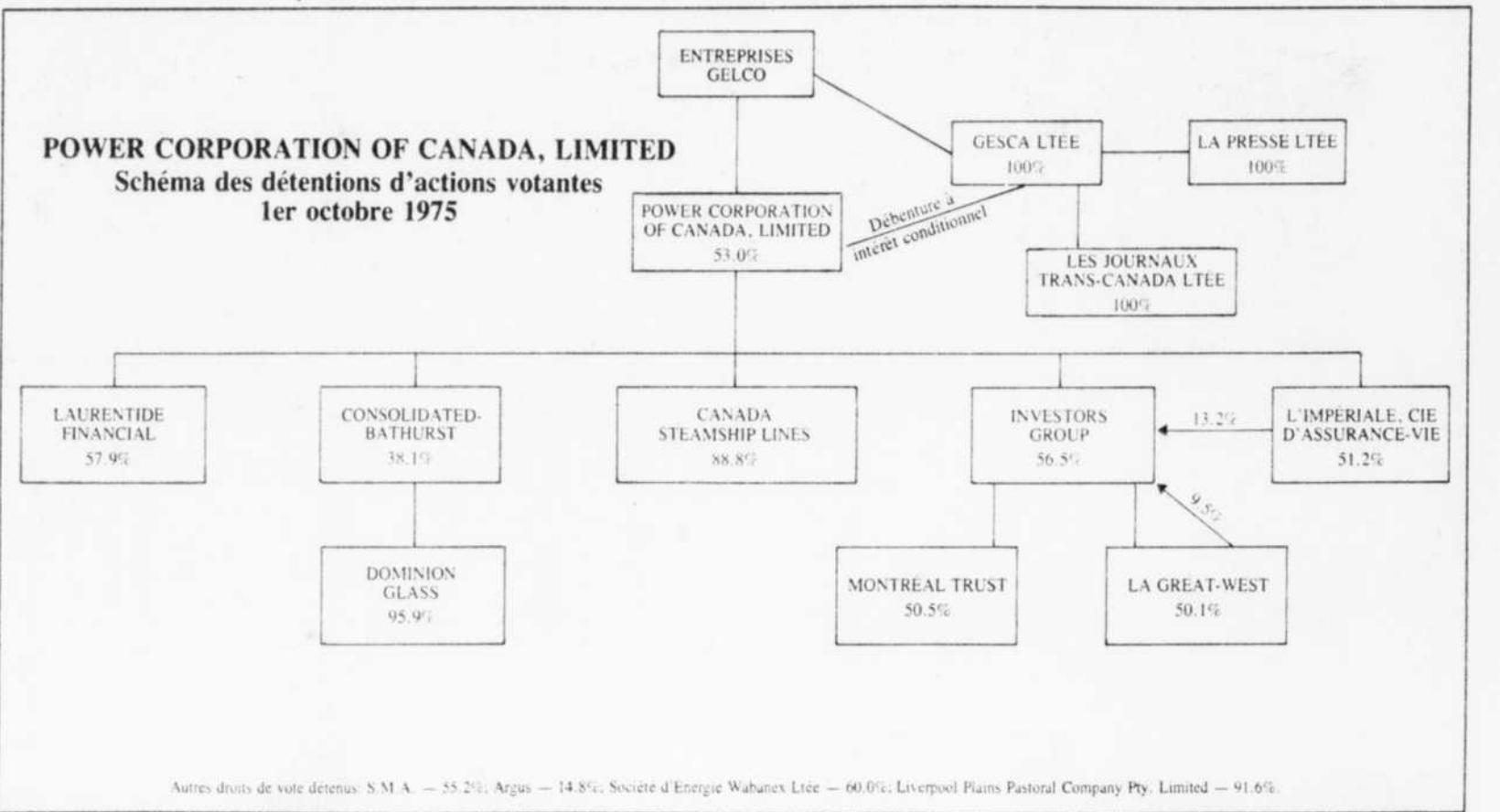
A l'occasion de l'offre d'acquisition publique avortée de mars dernier, les observateurs financiers s'accordaient pour prédire que Power aurait liquidé Standard Broadcasting (47%) puisque la politique du holding est de ne pas associer des médias électroniques à ses entreprises de presse (La Presse, Montréal-Matin, La Tribune, Le Nouvelliste, La Voix de l'Est), Dominion Stores (24%) aurait probablement aussi

été liquidé puisque le taux de rendement sur le chiffre d'affaires, des grands distributeurs alimentaires est jugé insatisfaisant.

Cependant, pour satisfaire ses désirs d'expansion internationale, Power Corporation aurait conservé Massey Ferguson (15,6%), décrite d'ailleurs par M. Desmarais comme l'une des multinationales canadiennes enviables, Dometar (16,9%) qui serait venue s'ajouter à la Consolidated Bathurst (38,1%) et Hollinger Mines qui contrôle le Groupe Noranda une autre multinationale, directement et indirectement à 10,7%.

En revendant les intérêts dans Dominion Stores et Standard Broadcasting, M. Desmarais aurait de plus pratiqué un tour de passe-passe financier dont il s'est toujours servi pour faire une acquisition importante: acheter la compagnie acquise avec une partie de son trésor ou son potentiel d'emprunt. Les acquisitions importantes de Power Corporation, soit Canada Steamships Line, Investors Group ou Great West Life, n'ont pas été faites autrement...

Qui ouvrira la porte d'Argus Corp. à Paul Desmarais?



Autres droits de vote détenus: S.M.A. — 55,2%; Argus — 14,8%; Société d'Énergie Wabanes Ltée — 60,0%; Liverpool Plains Pastoral Company Pty. Limited — 91,6%.

Bons résultats des banques canadiennes à l'étranger

B.N.E.: revenus accrus

Au cours de l'exercice 1975, les revenus de la Banque de Nouvelle Écosse ont atteint 214,6 millions de dollars, soit une progression de 75 millions par rapport à l'exercice précédent. De cette somme 102,9 millions ont servi à la provision pour impôts sur le revenu. Le solde des revenus après provision pour impôts s'élève donc à 111,7 millions. La BNE a versé 47 millions au compte des réserves pour pertes.

Le solde des revenus après provision pour impôts est de \$6,03 l'action et le solde des bénéfices après provision pour pertes est de \$3,49 l'action.

Il est à noter que, conformément aux directives anti-inflationnistes du gouvernement fédéral, les dividendes demeureront pour une période indéfinie à 40 cents l'action. Cette année, l'actif de la banque a atteint 16 milliards de dollars, soit une augmentation légèrement supérieure à 2,5 milliards. La BNE est la cinquième banque en Occident.

Soulignons que la valeur des comptes importants en devises a considérablement augmenté: cette hausse s'explique par le fait que les prêteurs et les investisseurs du monde entier accordent une importance accrue à la sécurité que leur offrent les établissements bancaires canadiens. 33% de la balance de revenu avant déduction d'impôts provient des opérations à l'étranger.

Banque TD: fractionnement

La balance des revenus après impôts des opérations internationales de la Banque Toronto Dominion s'établit à \$23,2 millions, soit une augmentation de 18% par rapport à l'année fiscale dernière. C'est ce qu'a déclaré M. Allan J. Doyle, vice-président exécutif et directeur général de la TD, à l'occasion de l'assemblée annuelle des actionnaires qui s'est tenue à Toronto.

D'autre part il a déclaré que les profits au cours de l'année fiscale 1976 seraient modérés, notamment en raison des pressions anti-inflationnistes.

Après les réserves pour impôts, le solde des revenus s'établit à 90,6 millions, soit une augmentation de 31,2% par rapport à l'année fiscale précédente où il s'établissait à 69,1 millions.

Il est à noter que les actionnaires de la TD ont approuvé le principe déjà annoncé d'un fractionnement à deux pour une des actions. Ce fractionnement portera à 50 millions le nombre d'actions autorisées de la banque dont 37,968,750 sont en circulation.

Les bénéfices après impôts de la banque s'élevèrent, pour l'année fiscale 1975, à \$59,6 millions, soit \$3,23 l'action comparativement à \$48,1 millions et \$2,85 l'action l'année précédente. Les opérations à l'étranger ont vu leurs profits augmenter de 18% après impôts par rapport au précédent exercice financier, comme nous le signalions plus haut.

La Mercantile: en progrès

Le solde des revenus de la Banque Mercantile du Canada (filiale à 24% de la First National City Bank of New York) après la provision pour impôts est passé de \$5,130,124 en 1974 à \$11,402,344 en 1975. Réparti sur une moyenne de 7,282,192 actions en circulation, ce même solde s'élève à \$1,57 l'action.

Le revenu total a enregistré un accroissement de 26,8% et clôturé à \$94,154,664, tandis que les dépenses totales n'accusent qu'une hausse de 12,4%, et clôturèrent à \$75,584,320. Selon M. John P. Murphy, président et chef de la direction, cette situation s'explique par le fait que les taux d'intérêts furent plus stables pendant la majeure partie de l'exercice qu'ils ne l'avaient été en 1974. L'intérêt sur les dépôts s'est élevé à \$63,250,174, soit une hausse de 9,7%.

Au 31 octobre 1975, l'actif total atteignait \$1,288,162,567, soit 84,3% de plus qu'un an plus tôt. Cette augmentation substantielle a suivi la levée des restrictions imposées à sa croissance après que la Banque Mercantile du Canada fut devenue propriété canadienne à 75%, selon l'exigence de la Loi sur les banques promulguée en 1967. Quant à l'avoir des actionnaires, il a augmenté de 41,3%.

Succursale du Montréal Trust à JADIS

par Michel MORIN
 Pour sa deuxième succursale dans la région de Qué-

bec, le Montréal Trust a choisi de tenter sa chance dans un centre commercial.

C'est le centre commercial Jadis de Charlesbourg qui a en effet reçu les faveurs du plus gros vendeur de maisons dans la région de Québec pour les trois dernières années, selon le système MLS, avec un chiffre d'affaires, l'an dernier, de \$22 millions.

"Nous voulons nous rapprocher des consommateurs, et l'endroit idéal ce sont les centres commerciaux", a déclaré au cours d'une entrevue M. Jean-Luc Dutil, vice-président du Montréal Trust pour le Québec.

Par ailleurs, il estime à deux ans le temps qu'il faudra à la nouvelle succursale pour franchir son seuil de rentabilité.

Confiance aux centres commerciaux

Cette politique du Montréal Trust d'ouvrir les nouvelles succursales dans des centres commerciaux est en fait particulière au Québec.

Sur les cinq succursales que compte cette société de fiducie au Québec, quatre sont situées dans des centres commerciaux. Trois dans les centres commerciaux de Montréal (Fairview, Versailles et Place Ville-Marie) et une à Charlesbourg pour Jadis.

Cela ne s'est pas toujours fait sans heurts. "Dans le centre commercial de Fairview à Montréal, cela nous a pris six ans pour rendre notre succursale rentable, nous a encore déclaré M. Dutil. Je puis vous assurer que nous avons transpiré."

Aujourd'hui, la succursale de la Grande-Allée demeure la seule succursale de cette société de fiducie au Québec à faire exception à cette politique d'implantation agressive. Il faut dire qu'en 1955, lors de l'ouverture de la première succursale à Québec, on ne comptait pas de centres commerciaux dans la région.

Par ailleurs, dans les autres provinces, ces implantations dans les centres commerciaux sont souvent absentes (des Maritimes, l'Ontario, le Manitoba et la Saskatchewan) ou très diluées, avec l'Alberta et le Colombie-Britannique qui comptent chacune une succursale offrant tous les services qui est implantée dans un centre commercial.

Expansion

Dans la région de Québec, le Montréal Trust a prêté

jusqu'ici pour une valeur de plus de \$40 millions dans le seul domaine des hypothèques. Mais il n'a recueilli que \$18 millions de l'épargne des gens de la région de Québec.

L'opération de Charlesbourg, où la nouvelle succursale offrira l'ensemble des services (fonds de placement, régimes enregistrés d'épargne retraite, gestion de portefeuille, etc.) vise donc à consolider les opérations de cette société de fiducie dans la région de Québec.

"On s'est préoccupé bien plus dans le passé de prêter plutôt que de recueillir de l'épargne", a encore déclaré au cours d'une entrevue M. Jean-Luc Dutil, vice-président pour Montréal Trust.

Invité à se prononcer sur l'ouverture de nouvelles succursales dans la région de Québec ou dans l'Est de la province où la société ne compte encore aucune succursale, M. Dutil a paru assez évasif. En fait, il s'est contenté de répondre "que pour l'instant il n'y avait rien de précis, seulement des projets en tête".

Le Québec: un paradis fiscal?

Le Québec serait-il un paradis fiscal pour les grosses compagnies pétrolières multinationales telles Imperial Oil, Gulf Oil, Shell Canada, BP Canada, Petrofina Canada, Texaco Canada, Sunoco, Irving, Golden Eagle et quelques autres?

Pour en avoir le coeur net, le député de l'Union nationale, M. Maurice Bellemare, a posé la question au gouvernement. En ces termes:

— Quel est le montant d'impôt versé au gouvernement de la province de Québec par les dix plus importantes compagnies multinationales de produits pétroliers pour les années 1972-73, 1973-74 et 1974-75?

Voici la réponse qui lui a été faite:

— Impôt sur le revenu, taxe sur le capital, taxe sur les places d'affaires, taxe d'éducation: 1972-73 \$7,928,403; 1973-74 \$8,826,212; 1974-75 \$20,085,411.

La part des consommateurs

M. Maurice Bellemare devait poser également cette autre question:

— Quel est le montant payé en impôt (taxe de vente et taxe de gazoline) par les consommateurs québécois au cours des mêmes périodes pour des achats de produits pétroliers?

La réponse:

— Montants payés au gouvernement du Québec par les consommateurs québécois au titre de la taxe sur l'achat de produits pétroliers imposés en vertu de la Loi de la taxe sur les carburants: 1972-73 \$342,110,152; 1973-74 \$381,281,011; \$392,959,207. Les montants payés sur l'achat de produits pétroliers imposés en vertu de la Loi de l'impôt sur la vente en détail ne sont pas disponibles parce qu'ils ne sont pas comptabilisés séparément de la taxe sur les autres articles imposés en vertu de la même loi.

Rexfor ne pourra aider SAMOCO

(PC) — La Société de récupération et d'exploitation forestière du Québec — REXFOR — n'investira pas pour sauver de ses difficultés financières la compagnie SAMOCO, de Sacré-Coeur, dans le comté de Saguenay.

C'est ce qu'a indiqué, hier, le ministre des Terres et Forêts, M. Normand Toupin, en précisant qu'il s'agissait là d'une compagnie privée.

Le ministre a expliqué que REXFOR pouvait se porter au secours financier de certaines coopératives forestières, mais pas à celui de toutes les compagnies privées.

"Si, demain matin, je posais un geste économique pour aider une entreprise comme celle-là, toutes les autres entreprises sur le territoire qui ont des difficultés économiques seraient justifiées de demander l'intervention du gouvernement", a dit M. Toupin.

SAMOCO est une scierie privée installée à Sacré-Coeur-de-Saguenay, et qui connaît des difficultés financières parce qu'elle ne peut pas écouler ses surplus de copeaux de bois auprès des compagnies de pâtes et papier.

Brusque diminution des ventes d'autos étrangères aux E.-U.

NEW YORK (AFP) — Les voitures étrangères, qui avaient pris plus de 20 p.c. du marché américain de l'automobile au cours des huit premiers mois de l'année ont vu leurs ventes se réduire brusquement depuis deux mois aux États-Unis.

ventes ont baissé de 42 p.c. le mois dernier par rapport à il y a un an. Par ailleurs, octobre et novembre, qui coïncident avec la sortie des nouveaux modèles de Detroit, sont traditionnellement assez faibles pour les importateurs.

Les statistiques qui viennent d'être publiées pour le mois de novembre confirment ce repli: les automobiles étrangères n'ont pris le mois dernier qu'environ 12 p.c. du marché américain et ont vu leur ventes (environ 89,000 unités) baisser d'environ 5 p.c. par rapport à novembre 1974, alors que dans le même temps celles de voitures américaines progressaient de 35 p.c.

Mais l'offensive lancée cette année par Detroit sur le marché des petites voitures entre aussi pour une bonne part dans les ennuis des constructeurs étrangers.

Et ce n'est pas seulement la nouvelle "Chevette" de General Motors, qui entre en ligne de compte. Tant Ford et Chrysler que General Motors et American Motors distribuent depuis 2 mois de nouveaux modèles 1976 à la fois plus économiques et d'un aspect bien plus "européen" qui attirent les acheteurs américains.

Sur les cinq succursales que compte cette société de fiducie au Québec, quatre sont situées dans des centres commerciaux. Trois dans les centres commerciaux de Montréal (Fairview, Versailles et Place Ville-Marie) et une à Charlesbourg pour Jadis.

**NOMINATION
KELLOGG SALADA**



Arnold G. Langbo

Monsieur G. D. Robinson, président du conseil d'administration de la compagnie Kellogg Salada Canada Limitée, a annoncé récemment la nomination de Monsieur Arnold G. Langbo au poste de président et directeur général de la compagnie. La nomination a été communiquée à la suite d'une réunion du conseil d'administration. Monsieur Langbo assumera ses nouvelles fonctions le 1er janvier 1976.

Arnold G. Langbo est né à Vancouver, où il a aussi fait ses études. En 1956, il est entré à l'emploi de Kellogg comme vendeur. Toujours au service de la compagnie, dans les villes de Prince George, Vancouver, Winnipeg et Toronto, il a vu s'accroître ses responsabilités, jusqu'en 1967, où il se rendit à Battle Creek, au Michigan, pour se joindre à l'équipe du siège social international de la compagnie. Dans cette ville, il devint en 1969 adjoint administratif au directeur général. Un an plus tard, Monsieur Langbo assumait la fonction de vice-président à l'administration, au siège social de la compagnie canadienne, à London, en Ontario.

Lors de l'acquisition de la compagnie Salada Foods par Kellogg, en 1971, Monsieur Langbo devint vice-président aux ventes et au marketing des deux compagnies. Il détient son poste actuel de premier vice-président aux ventes et au marketing depuis 1974.

L'expérience considérable de Monsieur Langbo en marketing et dans les affaires en général sera une garantie de nouveaux progrès pour la compagnie Kellogg. (ANN)

Pollack ferme à Trois-Rivières

Dans un communiqué remis à la presse, M. Samuel Pollack annonce la décision du conseil d'administration qu'il préside de fermer le magasin Pollack de Trois-Rivières. Cette décision rendue publique aujourd'hui prendra effet le 31 janvier de l'année prochaine et, d'ici là, toute la marchandise sera vendue à rabais.

Rejoint au téléphone, M. Pollack a dit au SOLEIL que c'étaient des difficultés commerciales qui l'obligeaient à prendre une telle décision. Le magasin Pollack de Trois-Rivières a été ouvert il y a une dizaine d'années. Situé en plein cœur de la ville, il n'a jamais atteint son seuil de rentabilité. De nombreuses raisons expliquent un tel fait: le public préfère aller magasiner dans les centres commerciaux situés à la périphérie et, récemment, une très longue grève du transport en commun a porté préjudice à l'ensemble des activités du centre-ville. Enfin, fait à souligner, la compagnie avait escompté une expansion commerciale de Trois-Rivières avec la construction du grand pont sur le Saint-Laurent. Cette expansion commerciale ne s'est pas produite.

Des créances

Interrogé sur la possibilité de créances impayées, M. Pollack nous a répondu:

"Nous avons connu des difficultés financières à Trois-Rivières, c'est vrai. Seule notre excellente réputation dans les milieux manufacturiers nous a permis de surmonter cette impasse. Nous avons dû évaluer à nouveau nos finances, gravées sérieusement par les

déficits de Trois-Rivières et nous avons dû conclure à la nécessité de fermer notre magasin dans cette ville. Nous avons pris cette décision la semaine dernière. Mais, à l'heure actuelle, nous n'avons aucune créance impayée."

Les magasins Pollack continueront donc leurs affaires dans la seule région de Québec, c'est-à-dire à Ste-Foy, à Lévis et dans le centre de la ville, Mail St-Roch.

Selon certaines rumeurs, les magasins Pollack, notamment celui de Ste-Foy, auraient tendance à augmenter l'espace réservé à la location. M. Samuel Pollack a catégoriquement et fermement nié cette accusation. Non seulement il n'est pas question de réduire l'espace réservé aux activités des magasins Pollack, mais il est bien question d'augmenter leur activité. C'est pourquoi, d'ailleurs, certains employés du magasin de Trois-Rivières se verront offrir des emplois dans les magasins de la région de Québec. Du moins c'est ce qu'a affirmé au SOLEIL le président de la compagnie.

En ce qui concerne d'éventuelles créances impayées, et contrairement aux affirmations du Dr Pollack, il semblerait qu'il y ait des créanciers mais que ceux-ci, réunis au sein d'un comité et rassurés par la fermeture du magasin de Trois-Rivières, aient décidé de ne pas réclamer la mise en faillite de la compagnie. Reconnaissant donc, implicitement, la bonne santé financière des autres magasins Pollack et, par conséquent, celle de la compagnie.



Arthur Nightingale

Canada Steamship Lines Limited, annonce la constitution de sa division de Grande navigation et la nomination de Arthur Nightingale au poste de premier vice-président et de principal représentant au Baltic Mercantile and Shipping Exchange of London, en Grande-Bretagne.

Cette nouvelle division sera chargée de l'exploitation des navires appartenant à la compagnie ou nolisés par elle, dans l'Arctique canadien et sur toutes les routes maritimes au-delà des eaux côtières nationales. La direction de la division Grande navigation est confiée à M. Nightingale qui, par ailleurs, reste à la tête de la division de Construction navale de C.S.L. qui comprend la Société de construction navale Davie à Lauzon, Qué., Canadian Shipbuilding and Engineering Ltd. à Collingwood et à Thunder Bay, Ont. M. Nightingale a ses bureaux dans l'immeuble du siège social de C.S.L. à Montréal, Québec. (ANN.)

Le Canada recevra un cadeau de Noël

SAINT-JEAN, N.-B. (PC) — Les pourparlers relatifs aux relations économiques et commerciales entre le Canada et la Communauté économique européenne sont presque terminés et un accord pourrait être annoncé ce mois-ci, selon Mme Marie-Josée de Saint-Blanquat, porte-parole de la CEE.

"Nous aimerions pouvoir offrir un accord au Canada comme présent de Noël", a déclaré Mme de Saint-Blanquat.

Un tel accord serait le premier entre un pays industrialisé et l'Europe des Neuf.

Mme de Saint-Blanquat, qui était de passage à Saint-Jean pour participer à une réunion de la section locale de l'Institut canadien des affaires internationales, a rappelé au cours d'une inter-

view que les pourparlers se déroulent depuis longtemps entre le Canada et la CEE, ajoutant que des progrès ont été accomplis depuis la visite effectuée en mai par le premier ministre Trudeau dans les pays du Marché commun.

La CEE, a-t-elle dit par ailleurs, a signé des ententes avec 80 pays; ces accords portent cependant sur l'octroi d'un traitement préférentiel. Par contre, l'accord canado-européen "sera le premier du genre par lequel la CEE pourrait s'engager dans des projets conjoints avec le Canada ou fournir des investissements dans le commerce et l'industrie".

Mme de Saint-Blanquat a indiqué en outre qu'un accord similaire pourrait être conclu éventuellement avec le Japon, mais pas avec les Etats-Unis.



Canada Steamship Lines, Limitée annonce les nominations suivantes:



Shah N. Husain

Shah N. Husain est nommé directeur, division Grande navigation, et membre représentant au Baltic Mercantile and Shipping Exchange of London, Grande-Bretagne.



Pauline Simpson

Pauline Simpson est nommée assistante auprès du premier vice-président, Construction navale et Grande navigation, et membre représentant au Baltic Mercantile and Shipping Exchange of London, Grande-Bretagne. (ANN.)

Huiles usées: un combustible d'appoint

Depuis trois mois, la compagnie des Ciments du St-Laurent du "nouveau Beauport" utilise des huiles lubrifiantes usées comme combustible d'appoint dans l'alimentation des fours à ciment.

L'expérience donne de bons résultats, déclare un des responsables de l'usine de Courville, M. H.P. Vallières, qui croit qu'il sera possible, un jour, de recycler jusqu'à 500.000 gallons par an de "vieille huile". Elle ne doit pas cependant contenir de solvant.

L'huile usée est mélangée aux autres combustibles. Ainsi, on contribue à la conservation de l'énergie tout en recyclant des matières usées et en luttant contre la pollution. Car il a été établi que l'huile usée est une cause persistante de pollution lorsqu'elle est déversée dans les réseaux d'égouts ou pulvérisée sur des chemins de gravier.

Environnement-Canada, le gouvernement de l'Ontario et les Ciments du St-Laurent sont à l'origine des expériences sur l'emploi non polluant des huiles usées dans les usines de l'entreprise à Mississauga, en Ontario. On estime que l'huile lubrifiante usée pourrait constituer 15 p.c. du combustible employé par l'industrie canadienne du ciment, combustible composé surtout de pétrole et de gaz. Comme ces usines sont situées en bordure des centres urbains, il est relativement facile de recueillir l'huile usée en grande quan-

tité. L'huile usée ne peut être employée dans les brûleurs classiques sans danger d'en-

crassement des canalisations, l'usure excessive des pièces, les dangers d'explo-

sion. Les fours à ciment sont conçus pour utiliser des combustibles de qualité variable.

\$187 millions: 150 milles d'autoroute

par Jean Didier FESSOU

Quand les transporteurs routiers disent que le chemin de fer coûte cher au pays et que la suppression du service voyageurs serait une nécessité, ils n'ont peut-être pas tort. En tout cas les chiffres semblent leur donner raison.

Ainsi le déficit du service passagers du Canadien National s'élève à \$187 millions pour l'année. Les chiffres, en eux-mêmes, ne signifient rien. Surtout s'ils sont gros. C'est pourquoi il faut leur opposer des ordres de grandeur, des comparaisons, pour les juger. Que fait-on aujourd'hui avec \$187 millions?

A cette question les ingénieurs du ministère des Transports du Québec ont répondu: "Avec \$187

transport

millions on peut construire 150 milles d'autoroute en rase campagne; ou bien construire 500 milles de routes provinciales; ou bien entretenir le réseau routier de la province pendant une année complète."

On peut construire aussi deux ouvrages d'art comme le pont Pierre-Laporte ou réaliser l'infrastructure routière périphérique d'une ville de moyenne importance.

Le moins qu'on puisse dire, c'est que cela laisse rêveur. Et que cela apporte de l'eau au moulin de M. P.E. Martin de Canada Steamship Lines (voir Le Soleil en date du 3 décembre, page E 2).

En tout cas, à défaut d'autre chose, les Canadiens paieront les \$150 millions de subvention que le gouvernement fédéral a décidé d'accorder au CN pour son service voyageurs. Le plus drôle (quoique ce soit une façon de parler) c'est qu'il faut payer pour des trains que nous ne prenons plus. Ce sont les choses de la vie...

Gastronomie et aviation

Voyager à bord des avions d'Air France ou dîner au Ritz Carlton de Montréal, c'était du pareil au même. En effet, pendant près de 25 ans, c'est le chef du luxueux établissement montréalais, Pierre Demers, qui préparait les repas de la compagnie française. Mais le déménagement des vols internationaux à Mirabel a rendu impossible cette collaboration. La raison invoquée par la compagnie: "Mirabel est à 35 milles du centre-ville; les repas chauds arriveraient froids et les aliments froids arriveraient chauds." C'est logique.

Désormais ce seront les services de CP Air qui prépareront les repas d'Air France. Les gastronomes ne perdront rien au change car la cuisine de CP Air est parfois divine.

Et, tout à fait entre nous, il n'y a pas que la cuisine qui est divine chez CP Air. Tout est — presque — parfait à bord des vols orange.

La défense américaine

Puisque nous parlons avion, une dépêche de l'AFP a retenu notre attention et dit: "pour atterrir à Kennedy Airport ou à Dulles Airport, le supersonique franco-britannique Concorde devrait survoler deux zones militaires ultra-secrètes."

Voilà le dernier argument invoqué aux Etats-Unis pour tenter d'empêcher les liaisons transatlantiques en supersonique. Car l'argument des écologistes ne pouvait tenir: les "bang" du supersonique auraient eu lieu quelque part au-dessus de l'Atlantique et n'auraient dérangé personne sans causer de trouble à l'environnement. Quant aux poissons, ils en ont vu — ou entendu — d'autres.

La vraie raison est la suivante: TWA et Pan Am

voient dans l'avion franco-britannique un redoutable concurrent. Car l'histoire des zones militaires, ce n'est pas très convaincant. Du "Top Secret" à proximité de n'importe quel aéroport et donc à la portée de n'importe quel avion curieux, cela nous paraît invraisemblable. Surtout aux Etats-Unis où l'on ne plaisante pas avec la "chose militaire"

Moralité, s'il y en a une: quand les p.d.-g. américains voudront faire le voyage en Europe à bord du Concorde, ils viendront le prendre à Montréal.

Régionaliser les ports

Le Conseil des ports nationaux est une institution créée en 1936 à la suite d'une étude faite par un ingénieur anglais, M. Gibb, en 1931-32. Le spécialiste de Sa Majesté avait eu un jugement très sévère quant à l'organisation des havres du Dominion du Canada.

Aujourd'hui, alors que bien des choses ont changé, les Canadiens commencent à porter un jugement très sévère sur cette institution qui souffre d'une trop forte centralisation dont la principale conséquence est une paralysie administrative. C'est pourquoi, régulièrement, ont lieu des réunions entre les responsables des ports concernés. La dernière en date avait lieu hier, au Hilton de la vieille capitale.

L'idée maîtresse d'une éventuelle réforme est celle-ci: incorporer le Conseil des ports nationaux au ministère fédéral des Transports et décentraliser les prises de décision. Il est évident que les problèmes qui se posent à Vancouver ne sont pas ceux que se posent Québec ou St-Jean dans le Nouveau-Brunswick.

Par ailleurs, afin de "régionaliser" les ports du pays, il serait question de mettre des intérêts locaux à la direction des ports. En clair cela veut dire: le président de la Chambre de commerce de Québec pourrait être le président du Port de Québec.

Une collaboration aussi étroite aurait l'avantage de mêler — et de démêler — des problèmes communs et essentiels. Cette nécessité régionale, l'ingénieur anglais ne l'avait pas vue. Et pour cause: les Anglais ont tendance à centraliser au maximum toutes les prises de décision. Ecossais, Irlandais et Gallois en savent quelque chose...

l'or

WINNIPEG (PC) — Cotes de l'or à terme, en argent américain, à la Bourse des matières premières de Winnipeg.

Contrats pour 400 onces	Janvier 76	Février 76	Mars 76	Avril 76	Mai 76	Juin 76	Juillet 76	Août 76	Sept 76	Oct 76	Nov 76	Déc 76
Or	128.00	129.70	128.00	129.40A	140.20	141.20	140.20	141.20B	142.30	143.70	142.30	143.40A
Argent	144.80	145.80B	144.80	145.80B	146.40	146.40	146.40	146.40	146.40	146.40	146.40	146.40

obligations

On trouvera plus bas la liste, telle que fournie par la Banque de Nouvelle-Écosse, des cours de quelques obligations transitoires hier, sur le marché canadien.

EMPRUNTS GARANTIS PAR LE PAYS

5 1/2 % 1er avril 1976
9 1/4 % 1er février 1977 est
9 % 1er février 1978 est
7 1/2 % 1er octobre 1979 est
9 % 1er octobre 1980 est
4 1/2 % 1er septembre 1983
9 1/2 % 15 juin 1994
10 % 1er octobre 1995

EMMISSIONS DES PROVINCES ET COMPTES LES EMPRUNTS GARANTIS

Alberta 7 1/2 % 15 octobre 1991
Man 10 1/2 % 10 juin 1994
N.S. 9 1/4 % 1er mars 2000
Ont 10 1/2 % 30 octobre 1985
Que 10 1/2 % 30 octobre 2000
Prov Qué 10 1/4 % 4 septembre 1999
B.C. 11 1/2 % 15 octobre 2000
Sask 9 1/2 % 1er décembre 2000

EMMISSIONS INDUSTRIELLES

Seagram 10 1/2 % 1er juin 1995
CP Ltd 11 1/2 % 15 novembre 1995

AVOCATS

522-5031 522-1537
522-5031 522-1537

BROCHET FORTIN CROTEAU
649 est, GRANDE-ALLEE
OUVERT SOIR ET SAMEDI

GARÇONS et FILLES

(de 12 à 16 ans)

Devenez porteurs du quotidien LE SOLEIL

Routes disponibles dans tous les quartiers de SEPT-ILES

BONNE COMMISSION

Faites des profits substantiels pour une heure de livraison par jour. Gagnez des cadeaux et des bonis en argent.

Composez

968-9283

Mme Rita Perreault
65, rue Papineau, Sept-Iles

La CDC connaîtra une bonne fin d'année

par Jacques FORGET
du bureau du Soleil.

MONTREAL — La Corporation de développement du Canada (CDC), connaît un bon quatrième trimestre, bien meilleur que les profits de \$62 millions, soit 16 l'ac-

tion, enregistrés au troisième trimestre. C'est ce qu'a déclaré devant la Société des analystes financiers de Montréal, M. Anthony Hampson, président de la CDC, compagnie de la Couronne fédérale.

Ces meilleurs résultats des

trois derniers mois viennent s'ajouter à ceux du troisième trimestre pour contre-balancer les faibles profits du premier semestre. Aux neuf premiers mois, les profits de la CDC ne s'élevaient qu'à \$15,2 millions, soit 32 cents par action, comparé à \$52,3 millions ou \$1,72 l'action pour la même période l'an dernier. Pour tout l'exercice financier 1974, les profits de la CDC se sont élevés à \$58,9 millions ou \$1,89 par action.

Le fléchissement important des profits de la Corporation fédérale au premier semestre est dû aux pertes encourues par la filiale pétrolière Polysar qui construit actuellement en Ontario une usine pétrochimique au coût de \$570 millions. La CDC aura un intérêt de 60% dans le complexe, appelé Pétrosar. Le tout devrait être terminé en 1977.

Outre le recouvrement de

la profitabilité de Polysar, le redressement des profits de la CDC au quatrième trimestre sera causé par une amélioration des affaires d'une filiale pharmaceutique et à moindre titre, par une meilleure performance de Venturek, le groupe subsidiaire à capitaux de risque.

Une pause dans les acquisitions

Après l'acquisition d'une

filiale pétrolière, soit Tenco Oils & Minerals Canada, au coût de \$114 millions, la CDC marquera le pas dans son expansion.

"Cette dernière acquisition nous a laissé \$35 millions de liquidité", a commenté M. Hampson. On se souviendra que l'automne dernier, la CDC avait finalement pu vendre aux investisseurs canadiens pour environ \$145 millions d'actions privilégiées à

\$100, convertibles, portant intérêt de 8%. La CDC doit verser actuellement \$18,15 millions en intérêts aux acheteurs d'actions privilégiées à 8% (\$12,4 millions) et institutions financières qui sont détentrices de \$100 millions d'actions privilégiées portant intérêt de 3,75% (\$5,75 millions).

Et bien qu'elle ne soit plus depuis octobre un membre à part entière du consortium

Canadian Arctic Gas qui projette de construire un gazoduc dans la vallée du Mackenzie, la CDC entend toujours contribuer au projet pour \$100 millions.

"Nous travaillerons donc à raffermir notre profitabilité dans chacune de nos filiales. Notre politique financière est d'opérer la CDC sans dette propre et de conserver une position fortement liquidée", a conclu M. Hampson.

Le Québec n'a pas connu de révolution économique

par Fortunat MARCOUX
du bureau du Soleil

THETFORD MINES — C'est croire en un mythe que de penser que le Québec a été le témoin d'une révolution économique depuis le démarrage, il y a une quinzaine d'années, de ce que les politiciens et des experts ont appelé la révolution tranquille.

En effet, une étude récente du ministère québécois de l'Industrie et du Commerce dont le titulaire, M. Guy Saint-Pierre, a dévoilé les grandes lignes, devant les membres de la Chambre de commerce de Plessisville, dans les Bois-Francs, démontre que la productivité de l'industrie manufacturière au Québec a connu peu de changements durant la période de 1961 à 1971. Conséquent, la révolution économique n'a pas connu l'ampleur souhaitée, ni rapporté tous les résultats escomptés, et ce même si la province a connu une évolution extrêmement rapide.

En 1971, la structure industrielle du Québec restait déficiente par rapport à celle de l'Ontario et à la moyenne canadienne.

Même qu'en 1973, la productivité québécoise était dépassée de 24 pour 100 par celle de l'Ontario. En 1971, celle des Etats-Unis excédait de 59 pour 100 celle du Québec et surpassait de 25 pour 100 celle du Canada. Malheureusement, cette situation revêt un caractère de permanence.

En termes plus précis, entre 1961 et 1971, pour chaque dollar de valeur ajoutée au Québec (par homme), ce fut entre \$1,22 et \$1,25 en Ontario, et entre \$1,50 et \$1,59 chez nos voisins américains.

La productivité d'une économie est la mesure la plus directe de la richesse créée par et pour la collectivité. Si elle est très élevée, la part des revenus disponibles, des biens et des services s'accroît et offre à la population des facilités d'épanouissement très considérables. Si

elle est basse, elle ne permet pas la réalisation des grands projets collectifs, et elle entraîne non seulement une stagnation mais aussi une restriction tant dans le secteur de l'éducation que dans les domaines sociaux et culturels.

Les faiblesses

Selon le ministre Saint-Pierre, la principale faiblesse de l'économie québécoise est la concentration de l'entreprise dans les secteurs où la main-d'œuvre est abondante et où les investissements en équipement sont moins élevés.

Il y a aussi une trop forte concentration dans des secteurs traditionnels, tels ceux du bois et du vêtement, où les marchés d'exportation sont en croissance relativement peu rapide.

Autre faiblesse qui touche des industries dont les marchés sont en expansion rapide: nos industries sont trop conservatrices et craignent littéralement les marchés d'exportation largement ouverts, en préférant limiter leur croissance à un taux très moyen. Au Québec, ce genre d'entreprises comptent pour 43 pour 100 de la main-d'œuvre, alors qu'en Ontario, les industries productives représentent 60 pour 100 de la valeur ajoutée et embauchent 50,6 pour 100 de la main-d'œuvre.

M. Saint-Pierre a déclaré que son ministère offrira bientôt un nouveau programme d'aide à l'exportation, et incitera les industriels à innover davantage, non seulement en fabriquant de nouveaux produits, mais aussi en améliorant l'efficacité des lignes de production.

Il n'a pas raté l'occasion de souligner que deux ou trois investissements moteurs de la taille et de l'importance des projets de l'aluminerie et de la pétrochimie, suffiraient pratiquement à donner un autre visage à la structure industrielle du Québec. Ces projets sont toujours à l'étude.

La taxe à l'exportation sera imposée dans quelques mois

MONTREAL (Dow Jones) — La taxe à l'exportation sur les principales denrées et autres biens produits par l'industrie canadienne deviendra loi dans les mois à venir.

C'est ce qu'a déclaré à Washington M. Donald Macdonald, le ministre des Finances du Canada, à l'occasion d'une visite au Secrétaire au Trésor américain, M. William Simon.

Cette taxe à l'exportation était prévue dans les mesures anti-inflation présentées

à la population canadienne le 13 octobre dernier par le premier ministre Trudeau. Elle vise en empêchant les corporations canadiennes tirant une grande partie de leur chiffre d'affaires à l'exportation, de faire des profits supérieurs aux entreprises faisant affaires uniquement ou principalement au pays.

M. Macdonald a affirmé que cette dite taxe pourra varier d'une compagnie à une autre et même, être remboursée à la fin des mesures de contrôle...

les options

Cours de clôture de toutes les options. Un contrat d'option représente 100 actions. Le titre sous-jacent inclut le prix d'exercice.

Symbol	Mois	Ex.	Call	Put	Time
Abn	May	10	1.35	50	81 1/2
Alcan	Feb	20	12.165	190	175 20 1/2
Alcan	Feb	22 1/2	7.40	65	90 27 1/2
Alcan	May	20	2.87 1/2	21 1/2	21 1/2 20 1/2
Alcan	May	22 1/2	10.110	135	140 20 1/2
CP	Feb	12 1/2	1.140	165	204 1/2
CP	Feb	15	1.6	20	33 1/2 13 1/2
CP	May	12 1/2	4.165	190	180 13 1/2
Imp	Feb	22 1/2	2.180	200	190 23 1/2
Imp	May	25	2.185	175	180 23 1/2
Imp	May	25	12.190	21 1/2	2 24 1/2
Mons	Feb	15	1.55	51 1/2	5 1/2
Mons	Feb	17 1/2	5.25	31 1/2	31 1/2 19 1/2
Mons	Feb	17 1/2	5.25	31 1/2	31 1/2 19 1/2
Noranda	Feb	30	2.110	130	115 25
Noranda	May	30	1.190	21 1/2	125 20
Pac	Feb	25	2.54 1/2	41 1/2	41 1/2 26 1/2
Pac	Feb	30	2.47 1/2	21 1/2	21 1/2 20 1/2
Pap	May	22 1/2	1.35	55	35 20
Pac	May	25	1.53 1/2	51 1/2	51 1/2 20
Pac	May	30	2.95	120	100 20

titres au comptoir

Cours fournis par la Bourse de Montréal et transmis par la Presse Canadienne

Titres	Ventes	Meux	Bas
Alberta Energy	1000	\$10 1/2	10 1/2
Alcan 2.00	3100	\$19 1/2	25
Can All Metals	1000	12	12
Can Northern	134	48	48
Can Copper	200	70	70
Crown Metals	300	25	25
Inco	3000	44	44
Dom Jubilee	1000	10	10
Graph Corp	8000	45	43
Holzer	250	250	250
Jak. Bro.	700	\$12 1/2	12 1/2
Mico	200	300	300
Modica	2300	45	35
Nor. Bac.	500	20	20
Pap. Shoppers	500	450	450
Regal	10400	100	96
Bank NS	5163	62	58

Baisse du grain à Chicago

CHICAGO (AP) — Les céréales à terme ont perdu de la valeur hier au marché des grains de Chicago. A la fermeture, le soja perdait 5 cents par boisseau, l'avoine, près de 3, le maïs, 2 1/2, le blé, 2, la farine de soja, près de \$2 par tonne.

tendances des prix

NEW YORK (PA) — L'indice des prix de gros de 35 produits de base, calculé par la Presse Associée, a baissé hier, de 0,78 de point à 352,46.

carrières et professions

pour faire paraître vos annonces dans cette page, composez **647-3266**

COMMIS BILINGUE

avec expérience en dessin industriel

Communiquer avec:

Nicolas Manseau, gérant
JOS POITRAS & FILS LTEE
Division Fonderie
C.P. 128, L'Isletville, Qué.
TEL.: (418) 247-3988

TEMPS PARTIEL

Nous recherchons des dames disponibles pour effectuer du travail de codification, trois à quatre soirs par semaine, entre 18h et 22h30.

Les candidates devront posséder une certaine expérience du travail de bureau, préférentiellement dans le domaine de la codification.

Les personnes intéressées sont priées d'écrire au:

Service du Personnel
LE GROUPE LA LAURENTIENNE
Secteur de l'assurance générale
Case Postale 17000
Québec, G1K 7X5

UN EMPLOI DE CHOIX DANS LA VENTE AVEC TIMEX

Le plus important fabricant et vendeur de montres au monde cherche un gérant de district pour l'Est du Québec. La personne que nous cherchons sera établie dans la ville de Québec et sera responsable des ventes pour Timex, de Trois-Rivières à Gaspé.

Nous voulons un candidat bilingue, ambitieux qui peut travailler sans surveillance. Nous offrons:

- un excellent salaire initial
- un système d'allocations
- une automobile et un compte de dépenses
- un régime de retraite et une assurance-médicale
- d'excellentes chances d'avancement.

Veillez vous adresser à M. H. Rubbra, le 17 décembre au Québec - Hilton - 647-2411

Burroughs

Une opportunité de carrière dans l'administration de bureau est offerte avec une importante compagnie d'ordinateurs. Entraînement intensif, excellentes possibilités de rémunération, bénéfices marginaux et avancement. Le candidat idéal sera diplômé en administration et bilingue. Toute expérience dans l'administration d'un bureau sera un avantage.

S.V.P. téléphoner à:

M. Luc Desjardins
BURROUGHS BUSINESS MACHINES
2385, ch. Ste-Foy, Ste-Foy, Qué.
TEL.: 658-5810

LA CAISSE POPULAIRE ST-FRANÇOIS-XAVIER DE CHICOUTIMI

DIRECTEUR

LA DESCRIPTION DE L'INSTITUTION:
La Caisse populaire de St-François-Xavier de Chicoutimi est une entreprise coopérative regroupant 9,000 membres qui ont un actif de 13 millions. Elle a son siège principal sur la rue Racine et opère un comptoir sur la rue Marguerite à Rivière-du-Moulin. Vingt personnes y travaillent à l'aide du système informatique et donnent divers services dont l'intercaisse.

DU POSTE:
Le directeur de la Caisse assume les fonctions de direction: il planifie, organise, dirige et contrôle l'ensemble des activités de la Caisse. Il assiste aux réunions du Conseil d'administration et aux autres conseils ou comités ou besoin; fait des recommandations sur les taux d'intérêts, les budgets, les locaux et le personnel; examine les opérations et dirige le personnel; dirige le comité de régie interne; représente la Caisse dans les organismes ou activités du milieu.

LES EXIGENCES:
Ce poste nécessite habituellement un degré universitaire de premier cycle et sept ans d'expérience pertinente. Toutefois, la personne possédant une bonne expérience reliée à la fonction et démontrant les aptitudes nécessaires sera considérée. La personne choisie devra posséder les qualités suivantes: sens de l'administration, entretient, facilité de dialogue et un dynamisme engageant.

LES CONDITIONS
Avantages sociaux usuels et salaires selon l'échelle prévue pour une Caisse de cette importance.

Toute personne intéressée doit faire parvenir un curriculum vitae qui sera traité confidentiellement avant le 31 décembre 1975 à:

Monsieur Marcel Tremblay, président,
La Caisse populaire St-François-Xavier,
475 est, Racine,
Chicoutimi

GERANT DE SERVICE

Endroit: Québec - Compagnie majeure, domaine semi-remorques - Succursale vente et service - Equipe de 30 hommes - Bilinguisme essentiel - Expérience en produits et matériaux d'acier et d'aluminium nécessaire - Connaissance en relations syndicales souhaitable - Age limite: 45 ans - Salaire et plan de boni substantiels selon expérience.

Votre candidature sera traitée confidentiellement. Faire parvenir votre demande à: Dépt 7673 - Le Soleil

LA COMMISSION SCOLAIRE D'ALMA requiert les services D'UN TECHNICIEN EN EDUCATION SPECIALISEE

NATURE DU TRAVAIL:
Le rôle principal de l'employé de cette classe consiste à appliquer des techniques et méthodes d'éducation spécialisée dans le cadre de programmes thérapeutiques destinés à des élèves présentant des difficultés d'adaptation.

ATTRIBUTIONS CARACTÉRISTIQUES:
— Participer à l'élaboration de programmes et d'activités éducatives telles que: activités sportives, activités culturelles, activités d'expression corporelle, activités d'expression créatrice;
— Appliquer des techniques et méthodes rééducatives dans l'entraînement, la vie de groupe, les loisirs;
— Organiser et animer des activités auprès des élèves, étudier leur comportement.

QUALIFICATIONS REQUISES:
Détenir un diplôme d'études collégiales avec spécialisation en techniques d'éducation spécialisée.

TRAITEMENT:
Selon les normes de la convention collective du personnel technique des commissions scolaires.

Les personnes intéressées peuvent faire parvenir leur curriculum vitae, avant le 15 décembre, à:

La Direction du personnel
Commission scolaire d'Alma
350, Côte du Collège
Alma. Tél.: (418)662-6518

Université du Québec Ecole nationale d'administration publique

COORDONNATEUR DE PROGRAMME

Fonctions:
Sous l'autorité du directeur de la formation, il a la responsabilité de la coordination des activités d'enseignement à temps partiel de la maîtrise en administration publique à Québec et dans les Centres extérieurs.

Plus particulièrement, il prépare et organise les concours de sélection, les activités d'enseignement des étudiants et les sessions de stage pratique; il voit à l'organisation matérielle des cours, fournit les moyens techniques d'enseignement ou personnel enseignant et applique les mécanismes d'évaluation des enseignements; il assure, auprès des clients, un service de renseignements et de diffusion de la publicité et auprès de certains organismes extérieurs, la collaboration et la représentation de l'Ecole nationale d'administration publique.

Exigences:
Diplôme terminal de 2e cycle et trois (3) années d'expérience dans un domaine équivalent à une des tâches précitées.

Lieu de travail: Québec.

Traitement:
Dans une échelle de traitement dont le maximum est de \$21,505 (en voie de révision). Les personnes intéressées sont invitées à faire parvenir leur candidature à l'adresse suivante, avant le 23 décembre 1975:

Directeur de la formation
Ecole nationale d'administration publique
625, Saint-Amable, Québec, G1R 2G5

SECRETAIRE

Belle personnalité, versatile, entre 18 et 25 ans, sténodactylo française et anglaise. Se présenter à la:

BANQUE TORONTO-DOMINION
Centre Régional Jadis
5555, 3e Avenue ouest
Charlesbourg, Qué.

MECANICIENS demandés

Avec expérience sur chariot-élevateur et grue hydraulique. Salaire selon compétence, bénéfices marginaux. Communiquer avec:

R. Laliberté
872-3723

7.00\$/l'heure

- position agréable
- plus boni,
- commission,
- avancement,
- stabilité,
- auto nécessaire.

4 personnes, temps plein
5 personnes: temps partiel

Ste-Foy: 651-2722
Limoulu: 647-3611
Lévis: 833-1739
Haute-ville de Québec: 525-5371
Cité Montmagny: 833-0442
Neufchâtel: 842-1261

PREPOSEE AUX COMPTES RECEVABLES

La candidate doit avoir une bonne expérience dans les comptes recevables et savoir réconcilier les comptes. Salaire selon qualifications et expérience.

SAILLANT INC.

1520 Semples, Québec.
688-9412

MECANICIEN D'ENTRETIEN AERONEF

Nous sommes à la recherche d'un mécanicien pour l'entretien d'un avion King Air 200. Le candidat choisi devra détenir une licence MEA, Catégorie "A", avec annotations sur avion pressurisé et à turbine. De préférence, il aura quelque expérience de pilotage et devra demeurer dans la région de Québec. Bon salaire, bénéfices marginaux, etc.

Les personnes intéressées devront communiquer avec:

Mlle Marie LaRoche
LES CONSTRUCTIONS DU ST-LAURENT LIMITEE
1101, boul. des Chutes
Villeneuve, Qué.
Tél.: (418) 661-9261

la commission des écoles catholiques de Québec les services du personnel

DEMANDE DES SPECIALISTES

pour la formation professionnelle aux ADULTES

MATIERES:
1) Lecture de plan (menuiserie) (temps plein le jour)
2) Poseur d'appareils de chauffage (temps plein le jour)
3) Tâlier de construction (temps plein le jour)
4) Réfrigération (temps partiel le soir)
5) Commis aux pièces (matières théoriques) (temps partiel le soir)

EXIGENCES:
1. Détenir soit un diplôme de technicien soit un certificat d'écoles de métiers soit une compétence reconnue.

2. Posséder Une expérience industrielle d'au moins trois (3) ans.

N.B. Veuillez prendre note qu'il s'agit, pour les blocs 1, 2, 3, de sessions de formation le jour (30 heures / semaine) rémunérées sur une base de taux horaires.

Aux blocs 4 et 5, il s'agit de cours à temps partiel, en raison de 2 soirs / semaine rémunérés sur une base de taux horaires.

Communiquer aux:
Services du personnel
Commission des Ecoles Catholiques de Québec,
1460, Chemin Ste-Foy, Québec 6,
a/s de l'Education des adultes.
Téléphone: 688-3209

XEROX DU CANADA CONTINUE SON PROGRES AU QUEBEC

Vous pouvez aussi progresser avec nous en 1976. Nous recherchons des personnes spéciales qui veulent se joindre à notre force de vente réputée. Cette équipe, déjà forte, a besoin de nouvelles additions dès janvier. De très belles opportunités existent dans plusieurs centres du Québec, tels les Cantons de l'Est, la Mauricie, le Saguenay, la Côte Nord, le Bas du Fleuve et la Ville de Québec. Vous songez peut-être à faire un changement en 1976, ou à une toute nouvelle carrière; c'est maintenant qu'il vous faut agir. Alors, venez en discuter avec nous.

Nous recherchons des personnes de calibre supérieur, mais nous sommes flexibles en ce qui concerne l'expérience passée ou l'occupation présente. Chez Xerox du Canada, vous recevrez un entraînement complet qui vous préparera à vendre une gamme complète de produits de qualité à une clientèle intéressante et avertie. Vous bénéficierez aussi d'un revenu personnel élevé (salaire, boni et commissions, participation aux profits) et de plus vous profiterez d'un programme d'avantages sociaux dont le coût entier est défrayé par la compagnie.

Notre milieu est dynamique, agressif et permet de très belles possibilités de carrières professionnelles. Etes-vous intéressés? Si vous êtes anxieux d'en savoir plus, appelez immédiatement Gilles Laperrière à Québec au (418) 522-4001, Claude Fafard à Sherbrooke au (819) 565-3600 ou André Laforge à Montréal au (514) 935-5421. Nous acceptons volontiers les frais d'appels, et nous vous rencontrerons le plus tôt possible après votre appel.

Xerox du Canada Limitée
XEROX

carrières et professions

pour faire paraître
vos annonces dans
cette page, composez

647-3266

SECRETAIRE

La maison Bell & Howell Québec Limitée recherche une secrétaire bilingue.

La candidate aura au moins trois (3) années d'expérience, sera sérieuse, responsable et capable d'initiative personnelle.

Pour rendez-vous, demander :

M. Gilles Boisbriand
BELL & HOWELL QUEBEC LIMITEE
MICROFILM
2145, rue Lavoisier
Parc Jean-Talon nord, Ste-Foy
Tél.: 687-4111

REPRESENTANT DES VENTES

LE DEFI:
Continuer à développer la vente de chandelles et accessoires connexes pour le plus important manufacturier de chandelles au Canada.

LE CANDIDAT:
Diplôme d'études secondaires avec expérience dans la vente aux épiceries, magasins à rayons et boutiques. Doit avoir de l'ambition, aussi bonne personnalité. Agé de 30 à 45 ans.

LIEU DE TRAVAIL:
Est du Québec.

CONDITIONS DE TRAVAIL:
Excellentes. Salaire, commission, assurances et autres avantages sociaux.

Faire parvenir votre curriculum vitae à:

M. Florian Cadoret
F. BAILLARGEON LTEE
222, rue St-Pierre
St-Constant, Qué.
JOL 1X0

WALDONIA LTEE

Importateur de verrerie
REPRESENTANT DEMANDE

Nous requérons les services d'un représentant expérimenté pour le territoire du Québec à l'exception de Montréal et de la banlieue. Le candidat devra posséder une voiture et pourra déjà être employé par une autre société.

Adressez demande et curriculum vitae à:

1100, de l'Eglise
Verdun, Qué. H4G 2N5

REPRESENTANT

Important manufacturier de produits alimentaires est à la recherche d'un représentant pour la région de Québec.

Le candidat devra avoir de 23 à 35 ans, être bilingue, avoir une bonne personnalité et, de préférence, avoir expérience de la représentation aux supermarchés. Salaire selon connaissances et expérience, généreuse allocation pour l'auto, bénéfices marginaux et bonne opportunité d'avancement.

Envoyer résumé confidentiellement à:

Dépt 7647 - Le Soleil

MACHINISTES DEMANDES

Chez les **PRODUITS DE PRECISION DU QUEBEC (1972) LTEE**
Ouverture immédiate

Se présenter à:
2435 rue Watt, Parc Colbert, Ste-Foy.
Demander **M. Jean-Yves Têtu, gérant**
656-1661



Agence canadienne de développement international
Canadian International Development Agency

L'AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

en collaboration avec
LE MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES DU QUÉBEC
recherche pour le Centre polytechnique universitaire
d'Abomey-Calavi au Bénin (Dahomey), un

DIRECTEUR DES SERVICES PÉDAGOGIQUES

Poste
— planifier et organiser les services pédagogiques du C.P.U., et particulièrement, être responsable:
— des programmes de formation
— de l'éducation permanente
— des soutiens techniques à l'enseignement.

Exigences
— un minimum de 2 ans dans l'administration pédagogique et scolaire au niveau collégial;
— excellente connaissance de l'enseignement professionnel au niveau collégial;
— excellente connaissance des services essentiels à l'enseignement, de leur organisation, de leur développement;
— disponible au début de 1976.

Pour poser sa candidature, prière de téléphoner avant le 19 décembre 1975

A: **M. Paul Ostiguy** Tél.: (613) 996-7641

Les candidats retenus seront convoqués à une entrevue par le comité conjoint de sélection (ACDI - MAIQ).



Agence canadienne de développement international
Canadian International Development Agency

L'AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL

en collaboration avec
LE MINISTÈRE DES AFFAIRES INTERGOUVERNEMENTALES DU QUÉBEC
recherche pour le Centre polytechnique universitaire
d'Abomey-Calavi au Bénin (Dahomey), un

DIRECTEUR DES SERVICES D'ÉQUIPEMENT

Poste
Planifier, organiser et contrôler les activités des divers services sous sa juridiction, en particulier, le service d'inventaire, les magasins scolaires, les achats, la sécurité, l'aménagement, l'entretien ménager, la poste, l'imprimerie, les messageries et les communications internes;

Exigences
— diplômé en génie civil ou sciences; ou technicien en génie civil;
— expérience de 3 à 5 ans dans l'administration d'un service de l'équipement, de préférence au niveau collégial;
— disponible au début de 1976.

Pour poser sa candidature, prière de téléphoner avant le 19 décembre 1975

A: **M. Paul Ostiguy** Tél.: (613) 996-7641

Les candidats retenus seront convoqués à une entrevue par le comité conjoint de sélection (ACDI - MAIQ).

INGENIEURS DE PROCÉDES

Nous avons un besoin immédiat de deux ingénieurs chimiques pour du travail relatif aux procédés de production à notre raffinerie de Montréal-Est.

Ces ingénieurs seront responsables des tâches suivantes:

- la surveillance et l'évaluation de la production des unités,
- la planification et les études économiques en vue d'améliorer les opérations,
- la participation aux travaux d'installation de l'équipement dans les nouvelles unités de production.

Les candidats devront posséder de 3 à 7 années d'expérience dans le domaine de la production ou de la construction, préférentiellement au sein de l'industrie pétrolière ou pétrochimique.

Faire parvenir votre curriculum vitae en toute confiance à:

Gulf **GULF OIL CANADA LIMITEE**
2020 Université, 21e étage
Montréal, Qué.

L'HOTEL-DIEU DU SACRE-COEUR DE JESUS DE QUEBEC

recherche
INFIRMIERES AUTORISEES

Pour son centre de jour pour adolescents

EXIGENCES PROFESSIONNELLES:

- Détenir un postcolaire en psychiatrie ou l'équivalent (2 ans d'expérience en psychiatrie ou en milieu comparable).
- De préférence, être âgée de 25 ans et plus.
- Une expérience en milieu juvénile comparable serait souhaitable.
- Etre membre en règle avec l'O.I.I.Q.

Salaire et traitement selon la convention collective.

Les personnes désireuses de poser leur candidature sont priées de faire parvenir leur curriculum vitae à:

Directeur du personnel
HOTEL-DIEU DU SACRE-COEUR DE JESUS
1, av. du Sacré-Coeur
Québec, Qué. G1N 2W1

LE CONSEIL DES ECOLES CATHOLIQUES DU GRAND TORONTO

recherche pour le 5 janvier 1976, des

Enseignants catholiques romains pour L'ENSEIGNEMENT DU FRANÇAIS COMME LANGUE SECONDE

Si vous possédez:
— une bonne connaissance de l'anglais,
— un brevet d'enseignement reconnu au Québec, et au moins 14 ans de scolarité,
vous êtes priés de vous présenter pour entrevue à l'hôtel Holiday Inn, Centre-Ville à Québec.

les vendredi et samedi 12 et 13 décembre

S'il vous plaît, apporter vos relevés de notes et brevet d'enseignement.

Pour prendre rendez-vous avec M.M. B. Farley et V. Lapointe, vous pouvez téléphoner à l'hôtel de 18h.00 à 22h.00 le jeudi 11 décembre. (Demander M. V. Lapointe)

M. B.E. NELLIGAN **M. J. Grittani**
Directeur de l'Éducation Président

LA MUTUELLE SSQ

COMPTABLE EN CHEF

La Mutuelle SSQ, société coopérative canadienne-française, en pleine expansion, spécialisée en assurance-groupe (régime de rentes, vie, salaire, accident-maladie) dont le siège social est à Québec, est à la recherche d'un titulaire pour son service de la Comptabilité.

FONCTIONS:
Sous la juridiction du Trésorier de la Société, le titulaire planifiera, coordonnera, dirigera et contrôlera les activités du service de la Comptabilité.

QUALIFICATIONS:
Ce poste intéresse un candidat, membre d'une association comptable reconnue (C.A., C.G.A., R.I.A.) de préférence titulaire d'un diplôme universitaire et possédant une expérience pertinente d'environ trois (3) années.

Pour ce poste, nous offrons un salaire selon les qualifications et l'expérience; avantages sociaux particulièrement intéressants.

Veillez faire parvenir votre curriculum vitae à:

Le Directeur du Personnel
La Mutuelle S.S.Q.
C.P. 10,500
Sainte-Foy, G1V 4H6

LES EMBALLAGES REED LTEE

(Division du Cartonnage)

REPRESENTANT DES VENTES

La Division du Cartonnage des Emballages Reed requiert un représentant pour leur région de Québec. Nous recherchons un candidat dynamique et indépendant, qui a fait ses preuves dans l'industrie de la vente. Une connaissance de vente dans le domaine des emballages un atout. Le candidat doit être bilingue.

Nous offrons un excellent salaire de base plus commission, auto fournie, compte de dépenses et d'excellents programmes de bénéfices.

Veillez soumettre votre candidature à l'attention:

Ms. G. Herrmann
Département du personnel
6200 ouest, Notre-Dame, Montréal, Qué.
(514) 937-9402



RADIO-CANADA, QUEBEC

REALISATEUR - RADIO CONTRACTUEL

- Leadership.
- Expertise du médium radio.
- Diplôme universitaire pertinent ou l'équivalent.

CONDITIONS DE TRAVAIL:

Selon la convention en vigueur.

Poste ouvert aux candidats qualifiés des deux sexes.

Candidature acceptée jusqu'au 19 décembre 1975.

Faire parvenir votre curriculum vitae par courrier recommandé à:

M. Claude Duguay
Service du personnel
RADIO-CANADA
2475, boul. Laurier
Ste-Foy, Qué.



Appel de candidatures mixtes

Secrétariat d'Etat
Bureau des Traductions
Ottawa, Ontario

TRADUCTEURS JURIDIQUES

Anglais-français ou français-anglais

Traitement: \$14 826 - \$19 505
(supplément de rémunération 7 pour cent)
No de référence: 75-480-TS(J)11

Conformément à la Loi sur les langues officielles, le Bureau des traductions doit traduire chaque année des milliers de documents de nature juridique. Pour faire face à cette énorme tâche, le Bureau des traductions doit découvrir des ressources humaines accrues.

Il existe présentement au sein du Bureau, dix postes anglais-français et trois postes français-anglais; tous ces postes vacants se situent à Ottawa dans le domaine juridique.

Fonctions:
Sous la surveillance d'un réviseur, traduit dans l'autre langue officielle, selon les normes du Bureau des traductions, des textes juridiques rédigés soit en anglais, soit en français; effectue des recherches terminologiques; participe à l'établissement du fichier central de la section; fait certaines révisions; exerce des fonctions connexes.

Conditions de candidature
Diplôme universitaire en droit. L'aptitude des candidats à traduire sera évaluée par un examen écrit de trois (3) heures. Les candidats qui réussiront cet examen seront convoqués à une entrevue.

Comment se porter candidat
Remplir le formulaire de demande d'emploi C.F.P. 367-4110, on le trouve dans les bureaux de poste, les centres fédéraux de main-d'œuvre, et les bureaux de la Commission de la fonction publique du Canada, et le faire parvenir à:

Administration du Personnel
Bureau des traductions
Pièce 600, Immeuble Sir Richard Scott
191 ouest, avenue Laurier
Ottawa, Ontario K1A 0X3
Tel.: (613) 992-4457

Date limite: le 31 décembre 1975
Prière de toujours rappeler le numéro de référence approprié.

petro-canada

postes de direction d'intérêt exceptionnel

Petro-Canada, la société nationale des pétroles, est une compagnie de la Couronne constituée en 1975. Son siège sera à Calgary et elle entrera en activité en janvier 1976. Elle mettra toute sa vigueur à s'affirmer comme nouvelle force dans l'industrie des pétroles et les autres domaines d'activités relatifs aux secteurs énergétiques canadiens et étrangers.

Les postes de vice-présidents et de cadres supérieurs à pourvoir offriront aux personnes possédant la compétence et les talents requis l'occasion de relever le défi que constitue la mise en marche de cette entreprise nouvelle, exclusivement canadienne.

Ces postes touchent les domaines suivants:

- prospection et production
- stratégie et rentabilité de l'entreprise
- gestion financière
- transport et approvisionnement

- gestion des ressources humaines
- recherche et développement
- analyse socio-écologique
- relations publiques.

Le recrutement commence dès maintenant et se poursuivra durant l'an prochain.

Les candidatures reçues seront prises en considération au fur et à mesure que les postes correspondants seront créés.

La rémunération sera fonction des qualifications et de l'expérience.

Les candidatures, qui seront traitées avec toute la discrétion voulue, devront faire mention, en détail, des études, de l'expérience professionnelle et des antécédents salariaux. Envoyer, avec la mention "Dossier no P-C 100", à l'un des deux bureaux de notre firme dont l'adresse figure ci-dessous.

Price Waterhouse et Associés
conseillers en administration

5, place ville-marie, montréal, québec H3B 2G4
2, place québec, québec G1R 2B6

membre de l'association canadienne des conseillers en administration

COMMIS DE PIECES

avec expérience.
Téléphone: 667-9330

(demander M. Jean-Marc Couturier).

MECANICIEN classé

Très bonnes connaissances dans les freins et l'alignement. Sera en charge du département. Salaire et boni. Ecrire à:

Dépt 7675 - Le Soleil

"DISCOTHÈQUE" demande

BARMAID SERVEUSES PORTIER
avec expérience

Préposée au vestiaire
Garçon de service (tray-boy)

Appellez jeudi et vendredi entre 14h et 16h, à:

529-7859

SECRETAIRE DE DIRECTION

EXIGENCES:
— 5 années d'expérience pertinente.
— Sténographie anglaise et française.
— Bilingue.

CONDITIONS:
Salaire selon compétence, avantages sociaux intéressants.

Communiquer avec:
Micheline Lapointe
Pratte-Morrisette Inc.
681-9651

Raffermissement des taux d'intérêt à court terme

Les taux d'intérêt à court terme augmentent de nouveau l'an prochain, bien qu'il faille s'attendre à une certaine stabilisation sinon une faible baisse au cours des prochaines semaines.

Compte tenu d'un relèvement progressif de l'économie canadienne et d'un resserrement anticipé de la politique monétaire de la Banque du Canada, il y a lieu de prévoir que les taux d'intérêt à court terme connaîtront une hausse au cours des six prochains mois, à mesure que la banque centrale prendra les dispositions nécessaires pour que l'augmentation de la masse monétaire corresponde davantage au niveau requis pour modérer l'inflation.

C'est du moins l'opinion formulée par la maison Wood Gundy Limitée dans sa dernière analyse de la politique de placement.

La situation pourrait être différente en ce qui concerne l'évolution des taux à long terme. Wood Gundy souligne la possibilité d'une réduction des taux à long terme au cours des six prochains mois au fur et à mesure que les demandes de crédit s'amenuisent. Les facteurs saisonniers habituels et le recours des

meilleure cote de crédit, en l'occurrence les grandes entreprises.

L'écart entre le Canada et les Etats-Unis est de 2.75 pour cent, puisque le "prime rate" canadien demeure à 9.75 p.c.

Une autre institution financière américaine, Manufacturers Hanover Trust, prévoit également un raffermissement des taux d'intérêt à court terme probablement avant la fin de l'année.

Le taux préférentiel pourrait grimper à environ 9 pour cent sans toutefois atteindre les niveaux records de l'an dernier. (12 p.c.)

Facteurs à considérer

Si l'on en croit M. Tilford C. Gaines, vice-président principal et économiste de Manufacturers Hanover, la hausse des prix est beaucoup moins forte qu'elle ne l'était il y a quelque temps et la Réserve fédérale pourrait relâcher ses contrôles sur le crédit, d'autant plus que les demandes de crédit des entreprises l'an prochain seront moins fortes qu'en 1974.

La perspective d'un relèvement des taux d'intérêt aux Etats-Unis a contribué au recul des marchés boursiers la semaine dernière alors que l'indice des industrielles de Dow Jones a glissé de plus de 40 points. Les investisseurs craignent que la hausse du loyer de l'argent n'ait un effet négatif sur la reprise américaine qui déjà marque un certain ralentissement.

Emprunts à la banque centrale

Les statistiques financières de la Banque du Canada pour la dernière semaine de novembre révèlent un fait assez inusité.

La vente par la banque centrale de \$66,000,000 en obligations et en bons du trésor, jumelée à la grève des postes et aux répercussions des mesures anti-inflationnistes précédentes a poussé les banques à charte à emprunter \$60,000,000 à la banque centrale et aussi à vendre des titres du gouvernement pour un montant de \$44,000,000.

En se référant à des anciennes éditions de la Revue de la Banque du Canada, on ne relève, cette année, que sept semaines durant lesquelles les banques à charte ont effectué des emprunts auprès de la banque centrale. Et en une seule occasion, en juillet dernier, le montant a-t-il atteint le niveau d'emprunt de la dernière semaine de novembre.



marcel boutin
votre argent

principaux emprunteurs à d'autres marchés de capitaux pourraient contribuer à atténuer la pression sur le marché canadien.

Remontée des taux aux E.-U.?

De son côté, la maison Dominion Securities Corp. Harris and Partners Ltd fait état de la possibilité d'une hausse des taux d'intérêt à court terme aux Etats-Unis vers la fin de l'année. Cependant, elle ne s'attend pas à une hausse, cette semaine, du taux préférentiel de la First National City Bank, de New York.

On sait que cette institution bancaire, la seconde en importance aux Etats-Unis, a abaissé récemment, de 7.25 à 7 pour cent, son taux de base, c'est-à-dire le taux qui s'applique aux emprunteurs jouissant de la

LE Syndicat DE QUÉBEC

• MAIL ST-ROCH • PLACE LAURIER • PLACE FLEUR DE LYS

Joyeux CADEAUX!

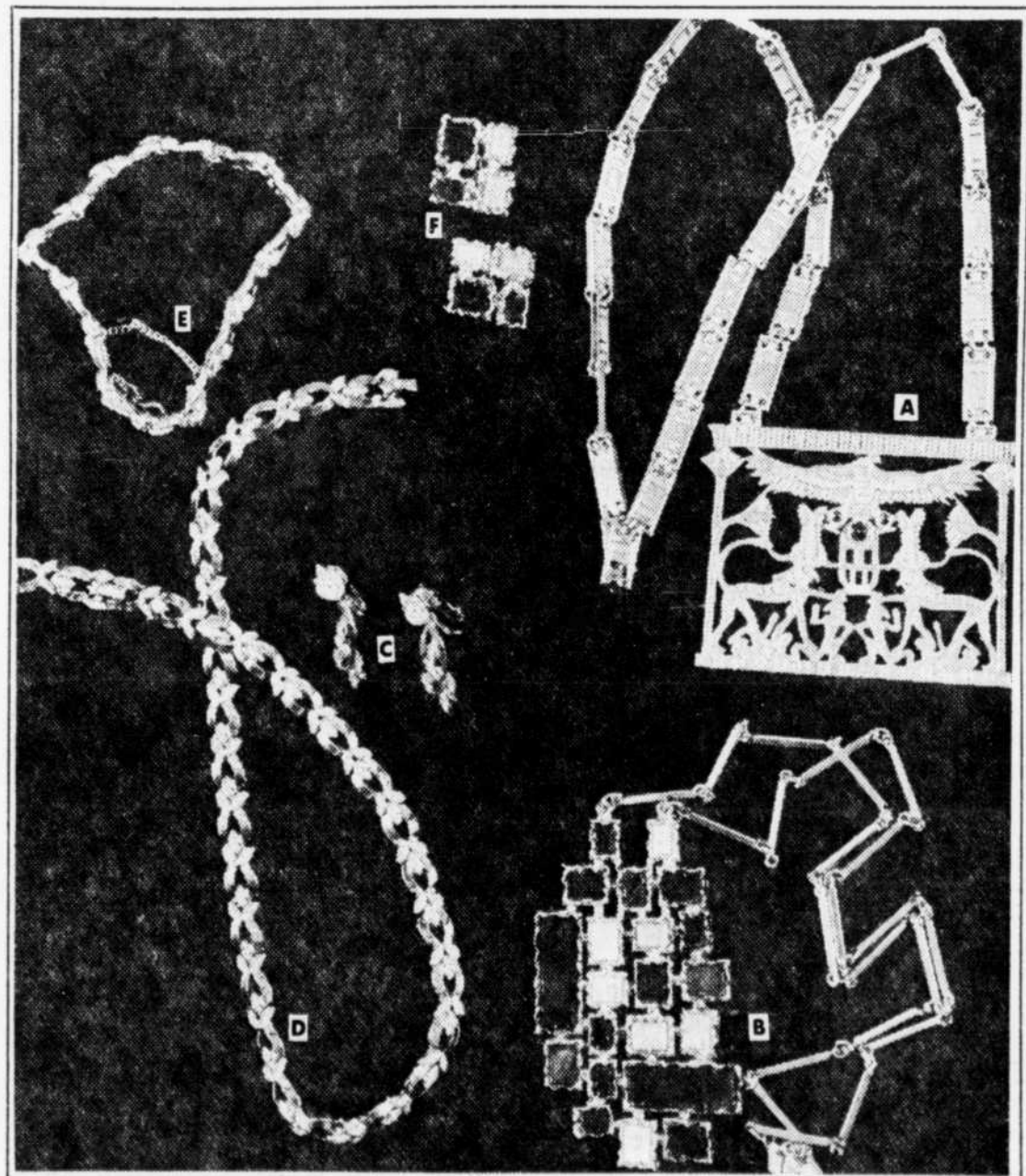
Lotion après rasage	5.50
'Musk' cologne après rasage, 4 oz	6.00
'Musk' ensemble cologne après rasage et savon	7.50
'A rose is a rose' ensemble poudre huile de parfum et vaporisateur	12.50
'Chantilly' ensemble cadeau comprenant eau de toilette et crème à main	5.25
'Musk' pour dames. Huile parfumée	5.00

Cosmétiques pour hommes et pour dames. Mail St-Roch, rez-de-chaussée. Place Laurier et Place Fleur de Lys.

Une p'tite veuve dépareillée...

Pour les vrais connaisseurs de gros gin, la Veuve Sévery ça veut tout dire. Depuis près d'un demi-siècle, elle n'a pas changé. Toujours la même qualité suivie qui a su plaire à notre clientèle. La prochaine fois, demandez une "Veuve", vous m'en donnerez des nouvelles.

Distillé et embouteillé au Canada, suivant la vieille formule de Madame Veuve H. Sévery, Hasselt.



Des bijoux or portant la garantie d'un an

- | | |
|---|-------|
| a. Pendentif émaillé 3 tons | 25.00 |
| b. Pendentif avec pierres de couleurs | 25.00 |
| c. Boucles d'oreilles avec attache | 10.00 |
| d. Collier au cou | 25.00 |
| e. Bracelet | 15.00 |
| f. Boucles d'oreilles avec pierre de couleur et attache | 10.00 |

Bijoux, Mail St-Roch, rez-de-chaussée. Place Laurier et Place Fleur de Lys.

LE **Syndicat**
DE QUÉBEC

• MAIL ST-ROCH • PLACE LAURIER • PLACE FLEUR DE LYS

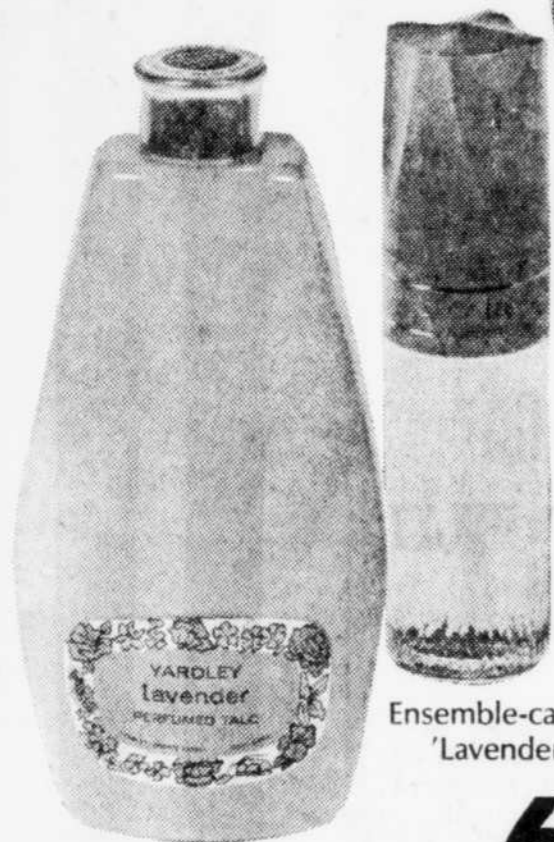
**JOYEUX
CADEAUX!**
Doux au coeur
de la femme...
et de l'homme

Yardley



Ensemble-cadeau
'Red Rose'.

11⁵⁰



Ensemble-cadeau
'Lavender'.

6⁰⁰



Ensemble-cadeau
'Lotus'.

4⁵⁰



Ensemble-cadeau
'Original'.

3³⁵



Ensemble-cadeau
'Black Label'.

6⁰⁰

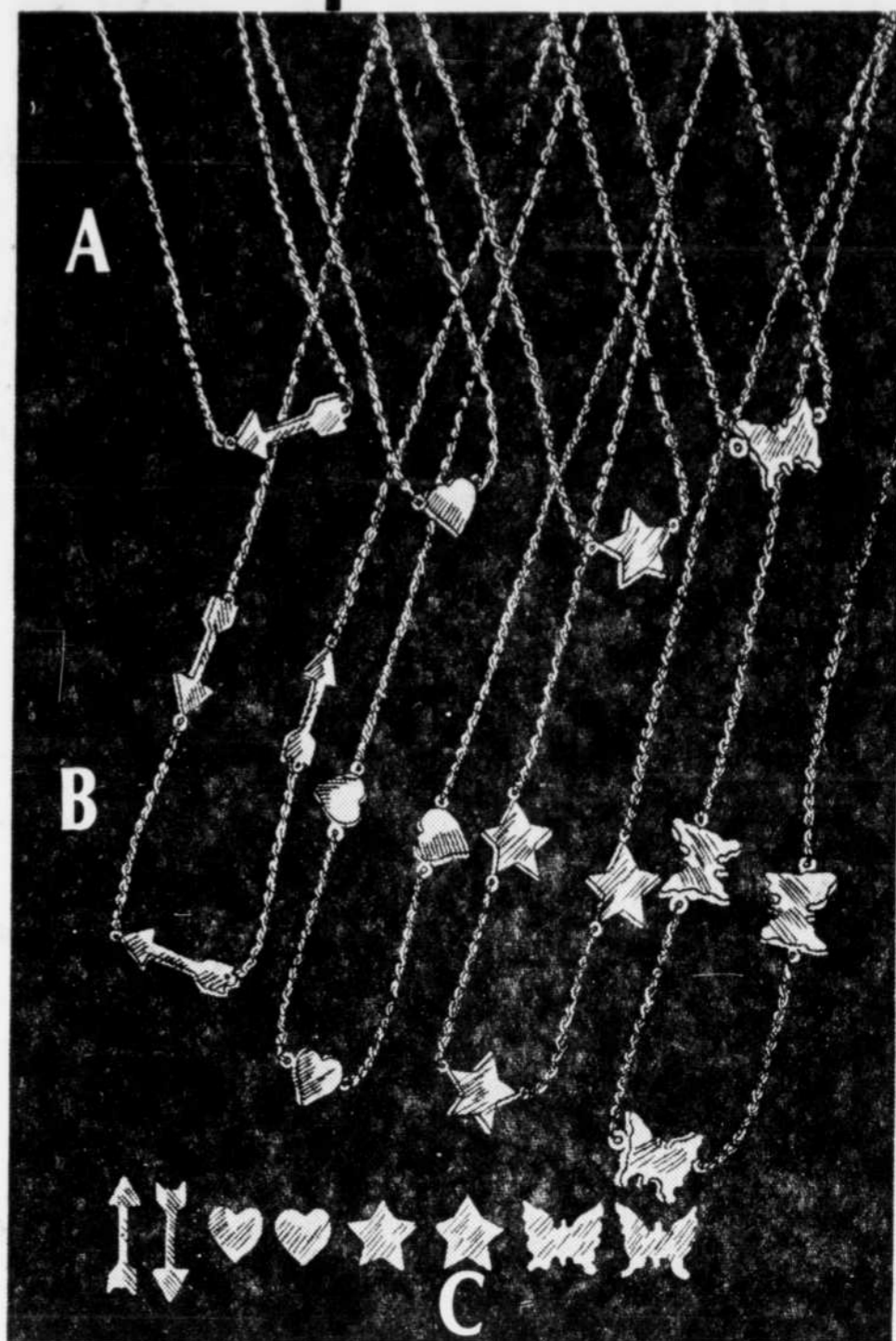


Ensemble-cadeau
'Black Label'.

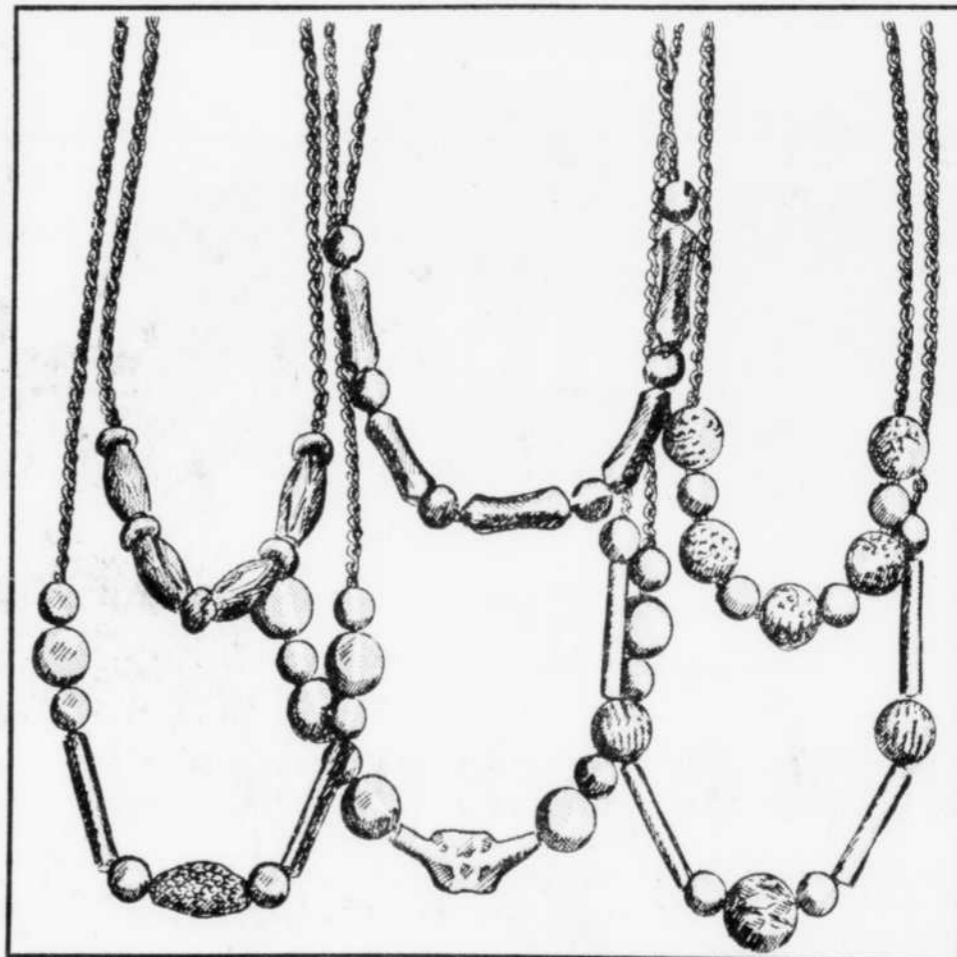
3³⁵

Cosmétiques pour hommes et pour dames. Mail St-Roch, rez-de-chaussée. Place Laurier et Place Fleur de Lys.

Des bijoux Coro or



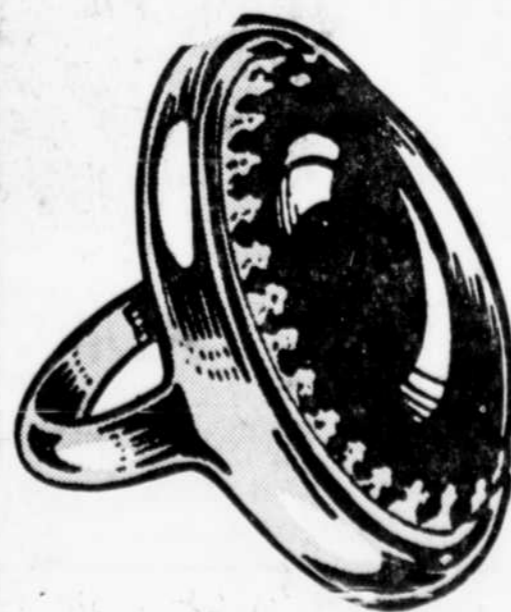
- A.** Chaîne de 15 pouces avec 1 breloque. **2⁰⁰**
- B.** Chaîne de 16 pouces avec 3 breloques. **3⁰⁰**
- C.** Boucles d'oreilles pour oreilles percées. Choix de 4 modèles. **10ct. 3⁰⁰**



- D.** Assortiment de chaînes. Choix de 6 modèles. **3⁰⁰**



- E.** Bracelet ajustable. **7⁵⁰**



- F.** Bague avec une pierre exprimant le pur reflet de vos sentiments. Elle passera du onyx (émoi, tension, surmenage), du topaze (souci, crainte), du jade (complaisance), du émeraude (neutralité), du turquoise (entrain, énergie), et du saphir (joie, satisfaction). **5⁰⁰**

Bijoux. Mail St-Roch, rez-de-chaussée. Place Laurier et Place Fleur de Lys.

Que notre clientèle veuille bien prendre note, que nos trois magasins seront ouverts les soirs jusqu'à 21h. à partir du 11 décembre jusqu'au 23 décembre inclusivement.

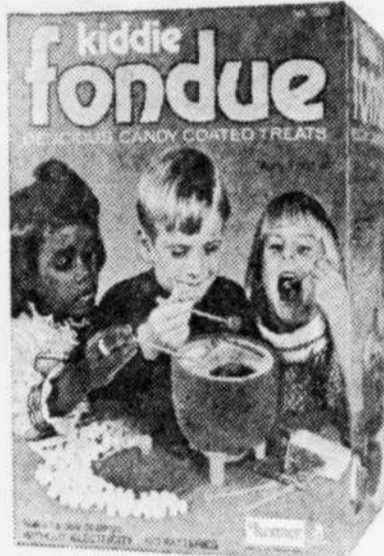
LE Syndicat DE QUÉBEC

• MAIL ST-ROCH • PLACE LAURIER • PLACE FLEUR DE LYS

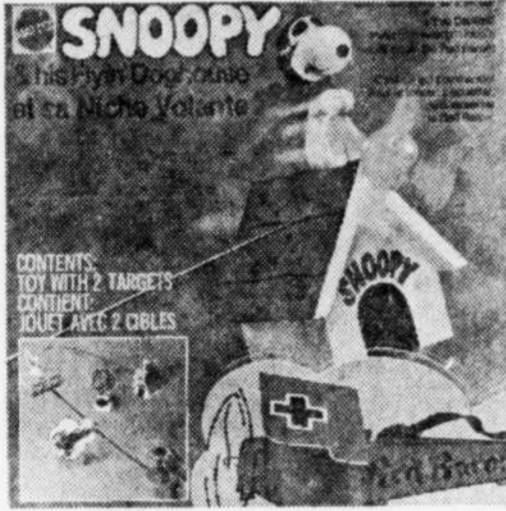
JOYEUX CADEAUX!

Pour amuser petits et grands

Groupe de jouets en spécial à 5⁸⁸



A. Fondue pour enfants. Saveur de chocolat, vanille ou cerise. Rég. 12.99 **5⁸⁸**



B. Snoopy et sa niche volante. C'est toi qui commandes, fais-le forcer, pirouetter et puis renverser le Baron Rouge. Rég. 9.99 **5⁸⁸**



C. Jack be Nimble. Jeu de rotation pour 2 à 4 joueurs. Rég. 7.29 **5⁸⁸**



D. Communicator Kit. Construisez vous-mêmes vos appareils émetteurs-récepteurs. Aucune soudure requise. Rég. 9.49 **5⁸⁸**



E. Ricochet racers. La carabine du tireur d'élite qui projette des voitures de course. Rég. 11.99 **5⁸⁸**



F. Nécessaire à manucure "Raggedy Ann". Piles non incluses. Rég. 9.49 **5⁸⁸**

Groupe de jouets en spécial 13⁸⁸



A. Soudure par friction. Usine de bolides; construis-les et fais-les filer à toute allure. Rég. 18.99 **13⁸⁸**



B. Debbie Lawler jump set. Actionnée à pression d'air, piles non requises. Contient rampe de lancement, turbo-pompe, 1 poupée et 1 motocyclette. Rég. 19.49 **13⁸⁸**



C. Evel Knievel. Jeu de cascadeur sur table. Rég. 15.99 **13⁸⁸**



D. Evel Knievel. Auto cascadeuse et tamponneuse. Contient: pompe d'énergie, auto, poupée. Piles non requises. Rég. 23.99 **13⁸⁸**

E. Aussi non illustré. Barbies Beach Bus. Camion de plage en plastique et vinyle. Poupées non incluses. Rég. 18.99 **13⁸⁸**

Jouets. Mail St-Roch, sous-sol. Place Laurier et Place Fleur de Lys.



A. Raquettes, 23⁰⁰
12" x 42".

B. Raquettes, 25⁰⁰
14" x 42".

C. Raquettes, 20⁹⁹
11" x 36".

D. Harnais en acier. 5⁵⁰

E. Mocassin 23⁰⁰
Base en cuir sur semelle de crêpe cousue. Partie supérieure en suédoise doublée de mouton. Dix œillets renforcés en métal. Hauteur de 11 pouces.

Ensemble de ski de fond 67⁷⁷

Rég. 81.00

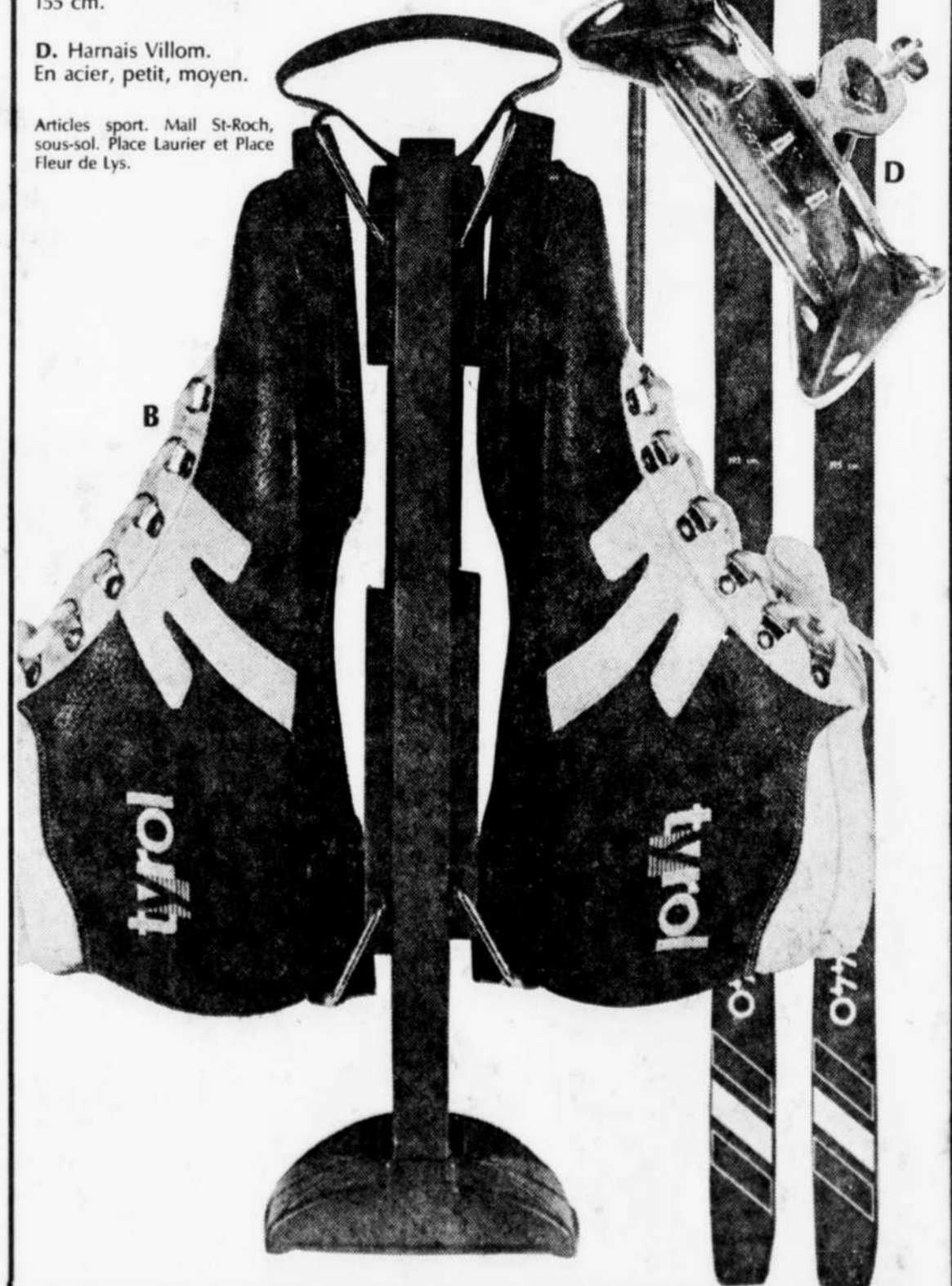
A. Skis "Sundins". Ski de randonnée, construction en bois, base en polyéthylène. 180 à 215 cm. Requiert un cirage. Couleurs: vert avec bandes blanches devant et arrière.

B. Bottes Tyrol. Vinyle doublée de peluche, sur semelle en caoutchouc Tyrol. Vinyle doublée de peluche, sur semelle en caoutchouc. Pts: 8 à 11½, bleu, noir. 6 à 8½, bleu royal.

C. Bâtons Liljedahl. Bâton en bambou, poignée fixe non ajustable. Tige laquée, roulette en plastique résistant. 125 à 155 cm.

D. Harnais Villom. En acier, petit, moyen.

Articles sport. Mail St-Roch, sous-sol. Place Laurier et Place Fleur de Lys.



Que notre clientèle veuille bien prendre note, que nos trois magasins seront ouverts tous les soirs jusqu'à 21h. à partir du 11 décembre jusqu'au 23 décembre inclusivement.